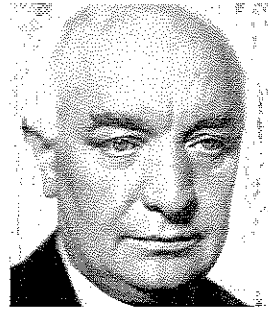


Per Albin Hansson

a été Premier ministre suédois de 1932 à 1946



Per Albin Hansson, Discours sur le foyer du peuple 1928

Lorsqu'en 1928, le social-démocrate suédois Per Albin Hansson intervient à la tribune du parlement pour y prononcer son fameux discours sur le « foyer du peuple » (*folkhem*), son parti est dans l'opposition depuis deux ans. La grande figure historique et l'un des fondateurs du SAP (Parti des travailleurs suédois) Hjalmar Branting, plusieurs fois Premier ministre de gouvernements minoritaires dans les années 1920 est mort quelques années plus tôt et Per Albin Hansson est devenu le principal représentant du parti.

Dès le début de son « ère », celui que certains appelleront plus tard le « père du petit peuple » ou « le père du pays » se situe dans une perspective de dissolution du clivage de classes et d'abandon du principe d'un parti des seuls ouvriers. Dans le but de procéder au rassemblement du peuple suédois (*folkhet*) au détriment d'une identité qui faisait de la lutte des classes le cœur du fondement historique de son organisation

politique, il emprunte au registre langagier de la droite de la fin des années 1920 – en l'occurrence le géographe et politiste Rudolf Kjellen – une notion qui relève d'une logique paternaliste de la solidarité intrafamiliale : le *folkhem*, littéralement le « foyer du peuple » est ici mis au service d'une stratégie de dépassement de la société de classes et de son remplacement par une rhétorique nationaliste. En 1917, il remettait déjà en cause l'idée que les sociaux-démocrates devaient n'être que les représentants de la classe ouvrière : « Alors que le concept de classe semble privilégier l'enfermement et l'isolement, le concept de peuple ouvre en revanche des voies vers l'entente et la coopération ». Puis en 1921, il affirmait : « Nous ne cherchons pas à établir une quelconque dictature de la classe ouvrière ou remplacer une ancienne oppression par une nouvelle [...] Nous, sociaux-démocrates, avons souvent été taxés d'apatrides. Mais je le dis : il n'y a pas de parti plus patriotique que les sociaux-démocrates, aussi vrai que la plus grande des mesures patriotiques est d'organiser notre pays de façon à ce que chacun s'y sente comme chez lui. Il n'y aura pas

d'enfants mal-aimés et d'enfants préférés dans le grand foyer ». Ce n'est cependant que dans cette allocution prononcée au Parlement en 1928 et devenue célèbre qu'Hansson définit avec plus de précision ce qu'il entend par « foyer du peuple », même si dans les faits c'est aussi surtout du « foyer des citoyens » qu'il est question dans le discours.

Les conditions d'apparition et d'existence du folkhem sont multiples. Le grand nombre de paysans très pauvres à la fin du XIX^e siècle rend naturel pour les sociaux-démocrates de s'engager pour la défense des prolétaires des campagnes. Dans la seconde moitié de ce siècle, la misère précipite plus d'un million de Suédois vers l'Amérique – soit le quart de la population de l'époque –, multiplie vertigineusement le nombre des suicides, jette des vagabonds sur les routes, accroît l'alcoolisme et les violences conjugales. La base sociale du SAP, de son électorat et de ses soutiens potentiels est donc très hétérogène. Ensuite, après la première guerre mondiale, le parti social-démocrate a à cœur de démonter l'accusation d'anti-patriotisme dont il a été l'objet du fait de son appartenance à la tradition internationaliste. Enfin, l'échec d'une grande grève générale en 1909 et par là même l'abandon de certaines illusions révolutionnaires a poussé le SAP à s'engager dans la voie parlementaire et en faveur d'alliances avec les libéraux. L'approfondissement de cette stratégie entraînera ensuite l'épuration de la fraction de gauche du parti en 1917 attirée par ailleurs par l'expérience révolutionnaire soviétique. Elle est en outre concomitante avec l'adoption du suffrage universel, revendication initiale des sociaux-démocrates suédois.

En 1928, l'année où Per Albin Hansson prononce son allocution, les sociaux-démocrates subissent une lourde défaite à la suite d'une violente campagne de la droite contre le SAP dont la ligne avait momentanément été radicalisée. La débâcle permet au nouveau porte-parole, Per Albin Hansson, d'imposer sa ligne aux dépens de l'aile la plus hostile à l'idéologie du folkhem. Après les grèves meurtrières d'Ådalen dans la région minière du Nord en 1931, les élections de 1932 donnent la majorité absolue aux partis de gauche. Per Albin Hansson devient

chef du gouvernement et le restera jusqu'à sa mort en 1946. Le parti social-démocrate suédois occupe le pouvoir sans discontinuer de 1932 à 1976 et Per Albin Hansson incarne la figure tutélaire d'une organisation politique qui se confond avec le régime lui-même. La notion de folkhem en est la clé de voûte idéologique et apolitique durant de nombreuses années et aujourd'hui encore on l'utilise dans les discours pour désigner tantôt un âge d'or désormais révolu, tantôt un idéal de société à atteindre. Pourtant, malgré son appel ambigu à l'atténuation du clivage entre classes contenue dans le discours et allant à l'encontre d'une appréhension de la classe ouvrière comme moteur d'une transformation sociale radicale, Hansson se défendra toujours d'avoir voulu mettre un terme à la logique de l'idéologie de la lutte des classes au bénéfice de l'idéologie du folkhem, comme en témoigne l'une de ses dernières allocutions (voir à la fin de cet article).

Cécile Beaujouan, rédactrice en chef

Extraits du discours, 1928

« Lors d'occasions solennelles – ou parfois même ordinaires –, nous parlons volontiers de la société comme du foyer commun à tous, le “foyer du peuple”, le “foyer du citoyen”. L'image a peut-être fait l'objet d'un usage plus répété que par le passé après la dernière grande réforme de la constitution, mais même à l'époque où le pouvoir était concentré entre les mains de quelques-uns, les dirigeants s'en étaient emparés, particulièrement lorsqu'il s'agissait d'inculquer aux masses le sentiment d'une obligation envers la collectivité, le devoir de supporter les épreuves et de consentir à des sacrifices. C'est en effet aussi sans doute à travers le sens du devoir que l'idée que l'on se fait de la société comme d'un foyer commun apparaît avec le plus force et de netteté. On est souvent plus prompt à défendre son propre intérêt qu'à faire preuve de sollicitude envers autrui. Les fondements du “foyer” sont la solidarité et l'esprit de communauté. Le “foyer” idéal ne reconnaît ni privilégiés ni déshérités, ni enfants chéris ni

Les fondements du « foyer » sont la solidarité et l'esprit de communauté. Le « foyer » idéal ne reconnaît ni privilégiés ni déshérités, ni enfants chéris ni beaux-fils. Nul n'y méprise l'autre, nul n'essaye de tirer de profits aux dépens de l'autre, le fort n'opprime ni ne dépouille le faible. Au sein du « foyer » idéal règnent égalité, considération, coopération et volonté de secourir les autres.

beaux-fils. Nul n'y méprise l'autre, nul n'essaye de tirer de profits aux dépens de l'autre, le fort n'opprime ni ne dépouille le faible. Au sein du "foyer" idéal règnent égalité, considération, coopération et volonté de secourir les autres. Appliqués au "foyer du peuple et des citoyens" idéal, ces concepts auraient pour résultat l'effondrement de toutes les barrières sociales et économiques qui séparent aujourd'hui nos citoyens, les privilégiés des déshérités, les dominants des dépendants, les riches des pauvres, les possédants des indigents, les "pillards" de ceux qui se font dépouiller.

La société suédoise n'est pas encore le « foyer du citoyen » idéal. Certes il y règne une égalité formelle, une égalité dans les droits politiques. Mais socialement la société de classe subsiste, et économiquement, la dictature de la minorité règne. Les inégalités sont quelquefois criantes. Tandis que quelques-uns résident dans des demeures luxueuses, beaucoup considèrent comme une chance de pouvoir vivre dans leur maisonnette d'ouvriers, même au cours de nos hivers rigoureux. Tandis qu'une partie vit dans l'opulence, d'autres vont de maison en maison pour réclamer du pain, et le pauvre craint le lendemain lorsque la maladie, le chômage et d'autres infortunes menacent. Pour que la société suédoise devienne le "foyer des citoyens", il faut que les différences de classes s'aplanissent, que les services sociaux se développent, que l'égalité économique se réalise, que les employés soient prêts à prendre part à l'administration de l'économie, que la démocratie y compris sociale et économique soit menée à bien. [...]

Nombreux sont ceux qui se fraient un chemin au prix de grandes privations. Le salaire des travailleurs dans le commerce, l'industrie et les transports oscillaient en 1926 entre 1,431 et 3,572 couronnes, mais le salaire moyen se situait en dessous de la moitié de ces deux montants réunis. La même année la valeur du budget touché par les *statare*¹ était évaluée à 1,105 couronnes. De nos jours, il faut plus d'une fois regarder à la dépense et s'assurer que ce qui reste suffit à satisfaire les besoins élémentaires des familles nombreuses avant de déboursier de l'argent. Pourtant de toutes parts des voix d'élèvent pour réclamer des baisses de salaires et la Confédération du patronat suédois brandit la menace du *lock out* dans le but de voir aboutir ces revendications. L'inégalité sans précédent qui règne dans la répartition des richesses est illustrée par une statistique accablante concernant la fortune des personnes privées en 1921. 9 % des bénéficiaires d'un revenu possédaient alors 90 % de la richesse : sur les 2 946 052 bénéficiaires de revenus, on en comptait 2 319 621 sans fortune, mais 933 millionnaires, avec près de 2,5 millions de couronnes chacun. Si on regarde plus précisément certains groupes de métier, l'illustration devient peut-être encore plus parlante. Prenons par exemple l'agriculture. Chacun des membres d'une famille de propriétaires fonciers est détenteur d'une fortune de 128 000 couronnes tandis que chacun des membres d'une famille de petits fermiers est détenteur d'une fortune de 5 400 couronnes, un membre d'une famille de journaliers de 213 couronnes et de *statare* 16,25 couronnes. Dans l'industrie, l'opposition est tout autant criante si on compare les membres de famille d'entrepreneurs et ceux des familles d'ouvriers. On le constate encore mieux dans les industries les plus récentes. Dans le secteur des scieries, les chiffres sont respectivement de 44 000 couronnes et de 118 couronnes, dans l'industrie du papier et de la pâte à papier de 79 920 couronnes et de 113 couronnes, et dans l'industrie minière de 80 000 couronnes et de 130 couronnes. [...]

Si nous voulons vivre, nous devons produire des biens matériels et des valeurs et plus nous en serons capables, plus notre vie s'en trouvera enrichie. Mais

Mais l'homme honnête ne peut justifier l'ordre économique présent, la répartition actuelle des richesses et s'en accommoder. Le nivellement des salaires, l'imposition et la socialisation doivent permettre une égalisation progressive des conditions de vie. Le temps n'est-il pas venu par exemple de transférer à la collectivité une partie des fortunes privées à travers la limitation des droits de succession et une plus forte imposition sur l'héritage ?

il convient de créer tout cela pour le peuple, non pour quelques privilégiés. Ernst Didring² faisait remarquer lui-même que la véritable démocratie trouve son origine dans la propension à secourir les autres et surtout dans la droiture. Mais l'homme honnête ne peut justifier l'ordre économique présent, la répartition actuelle des richesses et s'en accommoder. Le nivellement des salaires, l'imposition et la socialisation doivent permettre une égalisation progressive des conditions de vie. Le temps n'est-il pas venu par exemple de transférer à la collectivité une partie des fortunes privées à travers la limitation des droits de succession et une plus forte imposition sur l'héritage ? Et la tâche première des représentants de la collectivité au gouvernement et au parlement ne devrait-elle pas être de s'imprégner davantage de ce qui est au fondement de toute idée de socialisation : le droit et l'intérêt de la société ? (...) Le droit de propriété et de disposition par l'État des ressources naturelles devrait, de nos jours, aller de soi. Dans une perspective socialiste, si la proposition de la commission de socialisation [relative aux principes généraux pour une nouvelle législation minière] ne peut être considérée comme tout à fait significative, elle donne cependant des indications et peut s'avérer utile dans la mesure où une partie des citoyens peut désormais s'attendre à ce qu'elle

soit bientôt d'une brûlante actualité. J'ai déjà insisté sur le fait qu'à l'intérieur d'une démocratie politique le pouvoir d'une petite minorité doit s'effondrer. Le peuple politiquement souverain ne s'accommodera pas toujours du fait que les instruments indispensables pour l'amélioration de ses conditions de vie, pour la conservation et l'augmentation de sa prospérité se trouve entre les mains de quelques capitalistes qui souvent pour satisfaire leur amour du profit négligent les considérations relatives à l'intérêt général. Ce serait une bonne chose pour notre pays si les citoyens se représentaient dès à présent les tâches que nous nous apprêtons à accomplir. »

Extrait, 1942

« A l'occasion d'un discours de nouvel an, j'ai tenté de combiner l'idéologie de la lutte des classes et l'idéologie du *folkhem*. Je ne comprends pas ceux qui dans notre mouvement tentent de créer une opposition stérile en disant que désormais nous avons abandonné l'idéologie de la lutte des classes au profit de l'idéologie du *folkhem*. Pour autant que je peux en comprendre, la différence est plutôt que nous utilisons d'autres termes. Evidemment les conditions ont rendu possible une plus grande compréhension entre classes et une collaboration accrue. Mais derrière la pensée du *folkhem*, il n'est pas question d'un abandon de la revendication contenue dans l'idéologie de la lutte des classes selon laquelle les antagonismes doivent être chassés de la société. Il ne s'agit pas d'édifier la société sur un *folkhem* dont la base est la conservation des injustices, mais plutôt de reconnaître que la notion de *folkhem* a le grand mérite de reposer sur cette idée que la condition pour la participation de tous [à l'édification d'une société du bien-être] consiste en une justice équivalente pour tous et en une protection de tous. »

1 : Jusqu'en 1945, un grand nombre de paysans vivent encore sous le régime des *statare*, soit dans un état de quasi-ser-vage : logement dans des baraquements insalubres, paiement en nature (alcool, bois et pommes de terre), menace d'être tous les ans au mois d'octobre remerciés par leur maître, sans l'ombre d'une justification.

2 : Ernst Didring est un écrivain suédois célèbre pour avoir décrit, avec un certain réalisme, la Suède au tournant du siècle. Il est notamment l'auteur de *Malm* (minéral), une trilogie couronnée de succès.